



MADARIAGA
COLLEGE OF EUROPE
FOUNDATION

Madariaga Paper, Vol. 3, No. 2 (Apr., 2010)

‘ La stratégie 2020 et la lutte contre la pauvreté en Europe: Idéal égalitaire contre idéologie néolibérale ’

Pierre Defraigne

Executive Director, Madariaga – College of Europe Foundation

La lutte contre la pauvreté doit être au cœur du projet européen, car elle renvoie à l'affirmation de la dignité inaliénable et irréductible de l'homme et de l'égalité de tous les hommes en dignité. Cette reconnaissance de l'égalité foncière des hommes – et des hommes et des femmes – qui doit trouver sa traduction concrète, constitue la dimension la plus haute de la civilisation européenne.

Introduction

La lutte contre la pauvreté doit être au cœur du projet européen, car elle renvoie à l'affirmation de la dignité inaliénable et irréductible de l'homme et de l'égalité de tous les hommes en dignité. Cette reconnaissance de l'égalité foncière des hommes – et des hommes et des femmes – qui doit trouver sa traduction concrète – constitue la dimension la plus haute de la civilisation européenne:

L'égalité! On me pardonnera d'en faire l'argument central de ma réflexion. Il me semble en effet que nous tournons volontiers autour du pot. Nous voulons bien parler de cohésion, d'inclusion voire de justice. Mais l'égalité? Au mieux une utopie, au pire une menace pour l'élite, car bien entendu l'égalité ne peut se traduire que par un alignement vers le bas.

Etrange conception que celle d'une élite qui se laisserait si facilement déstabiliser par la réduction de l'écart entre privilégiés et démunis. Ne confondons donc pas élites sociales – une expression usurpée – et personnalités ou plutôt caractères d'élite que l'on retrouve à tous les niveaux de la hiérarchie sociale avec, pendant les périodes d'âges d'or, une certaine concentration de ces véritables élites aux postes d'influence. C'est pourtant, cet idéal égalitaire que nous devons nous fixer pour ambition lorsque nous abordons la question de la pauvreté: car si la pauvreté absolue n'est tout simplement pas tolérable dans un pays riche, la pauvreté relative est une humiliation qui devrait nous déranger tous.

Que faut-il entendre par pauvreté?

La définition de la pauvreté qu'a donnée le Conseil Européen en 1975 paraît la plus juste et la plus porteuse: « Sont pauvres ceux qui n'ont pas les ressources suffisantes pour participer activement à la société à laquelle ils appartiennent ».

L'UE utilise deux concepts: la pauvreté absolue ou extrême qui est privation du nécessaire (2 dollars par jour dans les pays les moins avancés ou « un panier de biens essentiels » dans les pays industrialisés) et la pauvreté relative dénommée

« seuil de pauvreté » ou « risque de pauvreté » qui s'établit à moins de 60% du revenu médian de l'Etat-Membre. Pauvreté relative ou inégalités, c'est pareil, d'où la réticence de certains services de la Commission et la résistance montrée par plusieurs Etats-Membres à la centralité de cet indicateur dans la politique de lutte contre la pauvreté.

En Belgique le revenu médian pour une personne isolée est de 1433€ par mois ; le seuil de pauvreté est donc de 860€. Un million et demi de personnes, soit 14,7% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté en Belgique, contre 16%, soit 80 millions dont 19 millions d'enfants, en Europe.

Une personne sur six, c'est énorme dans nos sociétés industrielles avancées dans lesquelles l'argent est devenu la mesure de toute chose. Echec pour l'individu pauvre ? Sans doute ! Echec pour la société ? Assurément oui et plus encore ! D'emblée relevons que la proportion de pauvres est élevée dans tous nos pays quel que soit leur niveau de développement, mais qu'elle n'est pas partout la même, et ceci indépendamment de ces niveaux de développement. Il y a donc place pour des politiques qui font une différence. S'il y a une volonté, il y a donc un chemin.

Qu'en est-il de l'égalité?

L'égalité sociale n'est pas l'égalitarisme uniformisateur qui n'est ni souhaitable ni réalisable, tout le monde l'aura compris. Car la différence – qui peut être inégalitaire – est une richesse puisqu'elle permet l'échange.

L'égalité sociale est d'abord la correction des inégalités de dotations de départ dans la vie (instruction, santé, culture, patrimoine, réseaux) – que l'on appelle trop hâtivement « égalité des chances » – en vue de contrer la logique implacable de la reproduction sociale. Mais elle doit être aussi correction des inégalités dans le cours de l'existence, que celles-ci résultent des conditions initiales, des coups du sort ou même des échecs personnels. L'idéal égalitaire reconnaît le mérite et la responsabilité : à cause de cela, il refuse la dépendance qui est aussi en définitive une forme d'humiliation. Mais il combat aussi les privilèges excessifs et notamment

les écarts démesurés de rémunération et de patrimoine que nous connaissons aujourd'hui. Posons un principe simple et radical : les inégalités trop fortes sont injustes en soi. Il faut les réduire.

S'attaquer aux inégalités excessives, c'est s'attaquer à l'individualisme exalté par la pensée néolibérale, cette dérive du libéralisme économique¹ lorsque ce dernier perd sa base éthique et qu'il n'est plus soumis aux forces de rappel du socialisme et du communisme. Mais de nouveau l'individualisme n'est pas l'individualité. Celle-ci est précieuse et à cultiver. Celui-là est déni d'appartenance à une communauté. C'est toute la différence entre ultralibéralisme et personnalisme.

Mais où en sommes-nous aujourd'hui sur le front des inégalités et quelle part prend l'UE dans leur aggravation ?

Deux illustrations chiffrées donnent la mesure des inégalités et de leur évolution.

Premier type d'exemples. En 2003, Lindsay Owens-Jones, alors Directeur Général de l'OREAL a perçu comme salaire, 534 fois le SMIC². Après la guerre, l'écart salarial moyen pour les 500 grandes entreprises de Fortune tournait autour de 1 à 20 aux USA (1 à 7 dans le Japon de Macarthur). Il est aujourd'hui de 1 à 300³. Au Royaume-Uni, en 2000, le Chief Executive Officer des 100 premières entreprises gagnait en moyenne 47 fois la paie du travailleur moyen à plein temps; en 2009, il gagnait 81 fois ce montant.⁴

Deuxième type d'exemples. En 1992 aux USA, les 10% les plus riches perçoivent 32% du revenu total ; en 2002 ils obtiennent 42%, soit un tiers de plus en termes relatifs en dix ans ! Dans le même temps la part des 20% les plus pauvres est tombée de 4,1% à 3,4%. Par ailleurs, selon une étude de 2007 de l'Ecole d'Economie de Paris dirigée par Thomas Piketty, entre 1998 et 2006, le revenu moyen des 10% les

¹ Certains auteurs voient dans le néolibéralisme, l'aboutissement logique de la pensée libérale originelle qui, appliquée à l'économie, proclamait que par le truchement du marché, les vices privés font la vertu publique. Nous ne les suivons pas sur ce point. Chaque pensée philosophique ou religieuse contient en germe un fondamentalisme dangereux. Seul l'esprit critique et le débat démocratique permettent de s'en prémunir.

² Salaire minimum interprofessionnel de croissance.

³ 310 fois aux USA, selon le FT du 2 avril 2010, soit 'the highest level since 1929.'

⁴ Source: Income Data Services, cité par le Financial Times du 2 avril 2010.

plus riches en France avait augmenté de 8,7%, celui des 1% les plus riches de 19%, celui des 0,01% les plus riches de 42%. Selon l'Insee⁵, alors que les revenus de 90% des revenus des Français ont stagné entre 2004 et 2007, les revenus de plus de 100.000 euros par an ont crû de 28% et ceux de plus de 500.000, de 70%. En outre, les revenus les plus élevés ont acquitté 20% d'impôts alors que, sans les niches fiscales dont ils bénéficient, ils auraient dû payer 36% en 2007.

En d'autres termes une infime minorité – les marquis du XXI^e siècle, soit dix rentiers pour un entrepreneur de type Bill Gates – accapare désormais la moitié de la croissance du PIB.

Le type de croissance inégalitaire qui a prévalu jusqu'à la crise, et qui en réalité a contribué, à cause de ces inégalités, à provoquer la crise, ne peut pas résoudre le problème de la pauvreté relative en Europe. C'est le modèle même de croissance qu'il faut remettre en question. La montée des inégalités aboutit à un enrichissement des titulaires des revenus les plus élevés qui se traduit en épargne, parfois exportée de surcroît, tandis que la stagnation ou la baisse des salaires réels diminue de pouvoir d'achat et donc la consommation. Les inégalités exercent donc au total une pression déflationniste sur l'économie européenne. Par leur importance relativement au PIB, les inégalités ont désormais, un impact macroéconomique. La fuite en avant dans la croissance à la fois se complique et n'apporte pas de solution. Il faut s'en faire une raison on n'échappera pas à un partage plus juste du gâteau.

D'où vient l'aggravation des inégalités ?

Le progrès technique et la mondialisation sont les deux principaux facteurs économiques générateurs d'inégalités. Mais c'est la finance dérégulée et débridée qui a fourni l'arme de ce hold up sur la croissance. Et le « pouvoir-UE », par la nature même de ses compétences et par la posture néolibérale qu'il a prise de facto depuis 20 ans, a déterminé le cadre d'une croissance qui a été à la fois faible et inégalitaire. L'Europe libéralise un maximum, régule un minimum et complique la tâche de la solidarité qui échoit aux Etats, par la concurrence sociale et fiscale au

⁵ Le Monde du 3 avril 2010.

sein du marché unique. Le mode d'intégration de l'UE n'est donc pas étranger à l'aggravation des inégalités. Voyons cela de plus près.

Du capitalisme de marché régulé de l'après guerre...

Rappelons d'abord quelles sont les caractéristiques de notre système économique, le capitalisme de marché, qui est l'univers de la firme globale avec son pouvoir de marché. Nous le distinguons de l'économie de marché – l'espace concurrentiel de la PME – qu'il surplombe et domine. Il présente trois traits : l'efficience qui nourrit la croissance par l'innovation et la productivité ; l'instabilité, car il est sujet à des crises ; et les inégalités qui résultent de la concentration de la richesse au sommet.

La décennie de la guerre et de l'après-guerre caractérisée par l'interventionnisme et l'autarcie avait conduit au cloisonnement des marchés en Europe ; la dynamique du capitalisme s'en était trouvée jugulée et avec elle son formidable potentiel de croissance. Par réaction le projet européen est né d'un libéralisme économique de bon aloi dans le contexte de la guerre froide. Les Trente Glorieuses qui suivirent jusqu'au choc pétrolier de 1973, doivent donc beaucoup à la libéralisation de l'économie – avènement de l'Union douanière et sa transformation en marché unique – ainsi qu'à l'ouverture de l'UE aux échanges avec le monde. Mais cette libéralisation s'est faite dans un cadre régulé à la fois au plan international (le système de Bretton-Woods) et national. Ce furent des années de plein-emploi, de croissance des salaires et de hausse de la protection sociale. Elles furent surtout marquées par une forte réduction des inégalités.

Des années 50 aux années 70, la Communauté européenne a donc été le théâtre d'un moment rare de l'histoire économique : un équilibre satisfaisant a été réalisé entre les trois exigences d'un système économique, soit l'efficience, la stabilité et l'équité.

Les Trente Glorieuses sont autant le produit d'un jeu d'innovations institutionnelles liées à la guerre et à l'après-guerre que d'un concours de circonstances qui ne se reproduira pas.

D'un côté, le cadre institutionnel et les outils politiques intègrent le modèle fordiste, l'Etat-Providence beveridgien ou bismarckien, le recours à la politique keynésienne et la libéralisation des échanges intra- et extra-européens. De l'autre, les conditions des Trente Glorieuses se sont avérées uniques : elles n'étaient ni reproductibles, ni universalisables. Car le modèle social européen était alors construit pour partie sur une situation de rente aux dépens du reste du monde, et cela pour trois motifs. La technologie venait gratuitement des USA (investissement américain et guerre froide) ; l'alternative communiste toujours crédible exerçait une pression sur la répartition de la richesse en Europe ; les colonies fournissaient énergie et matières premières à bon compte et servaient de marchés captifs pour nos exportations.

Le modèle s'enraie pourtant à cause de l'inflation et de l'endettement public – dans certains pays – dès les années 60. Vient la stagflation des années 70. S'ouvre ensuite une décennie de transition – les années 80 - avec Thatcher et Reagan qui vont faire basculer le monde dans le néolibéralisme. La montée de la classe moyenne marque alors le pas et depuis une décennie, on observe une érosion relative de ses patrimoines tandis qu'une certaine précarisation gagne insidieusement les couches de revenus intermédiaires, à commencer par les jeunes générations. Le néolibéralisme a fort amplifié la double dynamique inégalitaire de la mondialisation et du progrès technique que l'UE aurait dû précisément encadrer.

...à la dérive néolibérale des années 80

Le néolibéralisme a deux visages : l'un économique et l'autre sociétal. D'un côté, l'accent est mis sur l'économie de l'offre – la compétitivité – basée sur le modèle néo-classique avec ses trois hypothèses : les choix économiques sont rationnels ; les marchés sont efficaces et s'autorégulent, alors que l'Etat est « toujours le problème ». La rémunération des facteurs selon leur productivité est la norme. Il n'y a donc pas de limite à la rémunération, ni du capital, ni du talent et à la différenciation des emplois poussée à l'extrême, correspond une différenciation de plus en plus forte des salaires. La pauvreté absolue doit s'éliminer d'elle-même sous la pression de la croissance et de ses retombées pour tous. Quant à la pauvreté relative elle ne compte pas, car elle n'est qu'« envie sociale ».

D'un autre côté, le néolibéralisme conduit à une société de l'argent cru – où l'argent est la source principale de pouvoir et de considération, – et d'un consumérisme débridé. Žlavož Žižek⁶ évoque ici le schéma RSI de Lacan : le Réel de l'utilité directe (la voiture), le Symbolique du statut (le 4x4) et l'Imaginaire de l'expérience agréable (*How to spend it*).

Il faut s'interroger sur le pourquoi de l'emprise du néolibéralisme sur notre société occidentale, sur sa consécration tacite comme idéologie des cercles dirigeants et sur la passivité de l'opinion publique face à la dérive inégalitaire dont elle s'accommode étrangement. Plusieurs auteurs parmi lesquelles Luc Ferry⁷ ont souligné que Mai 1968 a constitué une opération de « déconstruction symbolique » des institutions – famille, Etat, école, Eglise – qui auraient fait obstacle au passage, voulu par le capitalisme de marché, à une culture d'hyperconsommation. Peut-être faudrait-il aller plus loin et relever que le capitalisme de marché en arrive à détruire les valeurs mêmes – songeons à l'éthique protestante et le capitalisme de Weber – qui lui ont permis d'émerger et de prospérer. Comme la Révolution, le capitalisme dévorerait ses enfants.

L'idéologie néolibérale s'avère redoutable : d'un côté, elle est totalisante, car elle couvre tout le champ social, et de l'autre, elle se dissimule, car elle est dans le déni de son propre statut. Elle s'affirme en effet sans vergogne comme une « non-idéologie » par différence avec les grandes idéologies du XXe siècle : le communisme, le fascisme et sa variante national-socialiste. L'idéologie néolibérale légitime la mise à distance des laissés-pour comptes et exaspère la culture de l'entre-soi qui a de tout temps été profondément ancrée dans la classe dominante. La ségrégation sociale à l'école et dans les banlieues entretient aujourd'hui une violence sourde dans nos sociétés et alimente le réflexe identitaire et sécuritaire de la majorité, exploité par les populistes.

⁶ S. Žižek, *Après la tragédie, la farce !*, (Paris: Flammarion, 2010), p.86.

⁷ L. Ferry & P. Barbarin, *Quel devenir pour le Christianisme?*, (Paris : éditions Salvator, 2010).

Un double choc : la technologie et la mondialisation de la production

Au début des années 80, les forces du capitalisme de marché vont exploiter la révolution des technologies de l'information et des transports (container-ships) pour créer de nouvelles conditions de production à l'échelle du monde. Celles-ci vont se révéler très efficaces pour soutenir à la fois la croissance économique mondiale et la montée en puissance des économies émergentes (les BRICs⁸) contribuant ainsi à une convergence Nord-Sud jusque là hypothétique. Mais qu'on ne s'y trompe pas, derrière la stratégie de croissance et les relocalisations des firmes globales, c'est d'abord l'accès au travail bon marché qui reste la quête incessante du capitalisme. A la chaîne de production globale, s'ajoute la financiarisation qui facilite l'extraction de la valeur ajoutée au profit du capital.

Mais l'aggravation des inégalités tient aussi à l'effacement du politique qui constitue le contre-pouvoir normal du marché. Les politiques – social-démocratie comprise – vont en effet se laisser insensiblement et irrésistiblement intimider par le discours néolibéral. Celui-ci est d'abord nourri par des intellectuels et des think-tanks américains (davantage le Peterson Institute for International Economics (IIE) que le Brookings Institute). Il est ensuite validé par la « superclass » de Rothkopf⁹, c'est-à-dire ces réseaux de « leaders globaux » – industriels, financiers, éditorialistes, consultants, politiques – que l'on retrouve au Forum de Davos, à la Trilatérale, et à l'European Roundtable of industrialists. Il est aussi internalisé par les instances de gouvernance globale (FMI¹⁰, OCDE¹¹ principalement). Mais surtout la Commission européenne elle-même depuis une vingtaine d'années va se laisser gagner insidieusement par la pensée unique.

Sous cette pression conjuguée des forces de marché et de l'idéologie, les autorités publiques vont lâcher les vannes : libéralisation des mouvements de capitaux, les 3D de la finance (désintermédiation, dérégulation, déspecialisation), le libre-échange,

⁸ Par BRICs, on entend le groupe d'économies émergentes constitué par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, dont le moteur principal est la Chine.

⁹ D.J. Rothkopf, *Superclass: The Global Power Elite and the World They are Making*, (New York: Farrar Strauss Giroux, 2008), p. 376.

¹⁰ Fonds Monétaire International.

¹¹ Organisation de Coopération et de Développement économiques.

les privatisations. L'avènement de la globalisation économique sera donc principalement le fait des marchés qui mettront les Etats en compétition soit parce que les derniers n'auront pas été en mesure soit de reconstituer ensemble au niveau global les cadres de régulation devenus inopérants au niveau national, soit parce qu'ils auront exploité la pression des marchés globaux pour démanteler des régimes de protection sociale jugés trop rigides, peu efficaces et trop coûteux. Seul le secteur du commerce connaît, avec l'OMC, une libéralisation ordonnée qui se révèle porteuse de croissance.

L'irruption de la Chine

Mais au moment où les grandes multinationales généralisent la chaîne globale de production se produit un développement qui est aussi un rebondissement inattendu, avec le choix de la Chine en 1978 de marier capitalisme de marché et parti unique – le PCC¹² – et de s'insérer de cette façon au cœur de l'économie mondialisée. Dans la foulée, l'Inde, le Brésil et la Russie après l'effondrement de l'URSS, font aussi élection du capitalisme de marché. L'offre de travail double en l'espace de deux décennies sur le marché mondial, ce qui fragilise l'emploi et fait pression à la baisse sur les salaires des travailleurs non qualifiés dans les pays de vieille industrialisation. Grâce au raccourcissement des distances et à l'abaissement du coût des communications, la chaîne globale de production, avec les délocalisations et la sous-traitance, va en effet affecter surtout les travailleurs non qualifiés puisque les rapports de force entre travail immobile – la main d'œuvre non qualifiée – et capital mobile – les entreprises globales – se modifient radicalement à l'avantage de ce dernier. Les emplois et les salaires vont en subir le contrecoup dans les pays industrialisés, creusant les inégalités et aggravant la précarité.

Le partage des ressources de la planète a commencé. Il est nécessaire et légitime. Mais ce sont, chez nous, les plus vulnérables qui vont payer la note, à travers la flexibilité du travail, à travers le coût de l'énergie, à travers la financiarisation et la concurrence fiscale.

¹² Parti Communiste chinois

L'hypertrophie de la finance

C'est en effet la financiarisation brutale et massive de l'économie globale qui va pousser les inégalités à un paroxysme qui, aux Etats-Unis, renvoie aux années Vingt!, c'est-à-dire avant le New Deal de Roosevelt qui les avait sensiblement réduites. En soi la finance est productive et incontournable. Mais depuis deux décennies, elle est aussi devenue prédatrice et déstabilisante. Deux chiffres sont révélateurs : la part de l'industrie financière dans la valeur ajoutée aux Etats-Unis est passée en 30 ans de 3% à 15% aujourd'hui¹³ ; par ailleurs, la part des six grandes banques françaises dans les profits des 40 plus grandes entreprises françaises (le CAC 40) en 2009 : 11 milliards d'euros soit 25% du total. BNP seule fait un profit de 6 milliards !

C'est que l'industrie financière extrait des rendements excessifs pour le capital et pour elle-même. Pour ce faire, elle a transformé le tissu industriel européen en un gigantesque Monopoly : les entreprises y changent de mains sur la base de leurs résultats attendus du prochain semestre, au gré des choix stratégiques des « ZINZINS »¹⁴ et grâce à la complicité des managers littéralement achetés par les stock-options et protégés par les parachutes en or.

La finance taxe deux fois les plus vulnérables. En phase d'expansion, elle prélève une part excessive de la valeur ajoutée et se dérobe à l'impôt et donc à la solidarité, via les paradis fiscaux ; en outre grâce à sa mobilité elle joue la concurrence fiscale entre les Etats. En phase de crise, la débâcle de la finance privée force les Etats à se surendetter pour pallier l'illiquidité et puis l'insolvabilité des banques. Et ensuite il ne reste plus à l'Etat qu'à entrer dans un processus de désendettement. Cette fois-ci, celui-ci va se poursuivre pendant une décennie, provoquant un ralentissement de la croissance et donc, toutes choses égales par ailleurs, une baisse de la création d'emplois et une montée du chômage et de la pauvreté.

Mais surtout par le fait de la mobilité des entreprises et de la finance globalisée, les sorts du capital et du travail sont dorénavant dissociés. Ainsi aujourd'hui, alors que

¹³ Cité lors d'un débat le 1 octobre 2009 au CEPES par le Professeur Eric De Keuleneer.

¹⁴ Les investisseurs institutionnels, parmi lesquels les fonds de pension.

la reprise économique est imperceptible et que le chômage continue à progresser, les bourses remontent fortement sous l'impulsion des résultats réalisés en dehors de l'Europe par nos grandes entreprises. En se « déterritorialisant » le capital établit donc un nouveau rapport de force avec le travail et avec l'Etat. Mais c'est à l'avantage des multinationales et pas nécessairement des PME, loin s'en faut, que jouent ces nouveaux rapports de force. Par ailleurs, les travailleurs très qualifiés – notamment les « professionnels » et les traders – s'en sortent très bien.

Cette dissociation de destin entre travail salarié et rente financière est le plus grand défi politique posé à la gouvernance européenne.

Le biais inégalitaire de l'UE aujourd'hui

L'UE a organisé la réponse aux défis de la globalisation à l'intérieur d'une double contrainte qui est biaisée en faveur de l'aggravation des inégalités.

D'un côté, en effet la distribution des compétences entre UE et Etats-Membres est inconsistante. L'UE est largement en charge de la fonction d'efficience via le marché unique ; l'eurozone assume, avec la politique monétaire une partie de la fonction de stabilisation; en revanche ce sont les Etats-Membres qui gardent, pour l'essentiel, la responsabilité de la fonction d'équité (impôt progressif, sécurité sociale, égalité des chances). Toutefois – et c'est le nœud du problème – la concurrence sociale et fiscale au sein de l'UE-27 est aggravée par l'unification du marché et de l'eurozone, dès lors qu'il n'y a pas d'harmonisation. Ainsi la concurrence sociale est aggravée par l'encouragement donné aux délocalisations d'entreprises des anciens vers les nouveaux Etats-membres ou, à l'inverse comme le voulait la directive Bolkestein originale sur les services, permettre de travailler dans un Etat à haut niveau de salaires et de protection sociale, aux conditions beaucoup moins coûteuses et moins protectrices du pays d'origine de l'entreprise de services. Quant à la concurrence fiscale, elle pousse la taxation des revenus du capital et des profits de l'entreprise vers le bas, ce qui a pour effet de miner la capacité de redistribution des Etats et donc l'exercice de la fonction d'équité. Structurellement l'UE exerce donc une pression inégalitaire et les fonds structurels ne corrigent cette tension qu'à la marge. Si la Stratégie 2020 ne s'accompagne pas de progrès vers l'harmonisation, son impact sur la pauvreté sera marginal.

D'un autre côté, il existe au niveau du « pouvoir-UE » une préférence de principe non seulement pour la concurrence sur les marchés qui est légitime, mais aussi pour l'émulation entre les Etats, plutôt que pour des politiques communes et pour un budget européen significatif. D'un côté, les Etats sont invités ; au sein de l'eurozone à pratiquer une stricte discipline budgétaire qui n'a pour contrepartie, qu'une faible solidarité entre membres. De l'autre la course à la compétitivité peut, à défaut d'un effort suffisant d'innovation, prendre la forme d'une déflation salariale telle que l'a expérimentée l'Allemagne dans la décennie 2000.

L'UE s'est organisée sur le mode de l'économie de l'offre dans une perspective de croissance à moyen terme :

- accent sur la flexibilité de l'emploi et des salaires comme outil de la compétitivité, au risque de la précarité ;
- accent sur la discipline et l'ajustement budgétaires, en soi des priorités raisonnables, mais avec une préférence subtilement distillée pour la réduction de la progressivité de l'impôt et la compression de la dépense publique ;
- la concurrence fiscale sur les revenus des facteurs mobiles (profits des entreprises et actifs financiers) par la libre circulation du capital – entreprises et finance – étendue aux rapports avec les pays tiers sans souci d'harmonisation et par une complaisance marquée pour les paradis fiscaux internes à l'UE ;
- la concurrence sociale faute de tentative sérieuse d'harmonisation significative depuis les années Delors, du fait des ratés du dialogue social et de la prudence extrême de la Commission.

La Stratégie de Lisbonne (2000-2010) et son nouvel avatar, la Stratégie 2020, sont bâtis sur les mêmes prémices de la « supply side economics » qui étaient déjà la philosophie à l'œuvre dans le marché unique et la monnaie unique. La première s'est révélée inopérante et, en réalité nocive du fait de ses carences en matière sociale et fiscale notamment. La seconde, la Stratégie 2020, risque de l'être tout

autant, car le passage de la méthode ouverte de coordination (MOC) – fondée sur l'exhortation – à une MOC recourant à des sanctions paraît politiquement difficile, et sans doute inopérante aussi longtemps que l'harmonisation fiscale et, accessoirement, sociale continuera à biaiser la répartition au profit du capital et des hauts revenus. La crise grecque au sein de l'eurozone révèle le même déficit de solidarité, qui devrait constituer la contrepartie normale de la discipline, mais cette fois devant un choc de demande, qui laisse l'eurozone vulnérable. Le « chacun pour soi » au sein de l'eurozone dénoncé dans la crise grecque est cohérent avec le « chacun pour soi » qui est la doctrine explicite de la Stratégie de Lisbonne.

L'UE est donc devenue un vaste espace économique à la fois très ouvert et très hétérogène. Elle n'est véritablement ni une puissance économique, ni une puissance politique. L'essentiel de l'ajustement à la globalisation reste donc une affaire nationale. Mais la capacité d'ajustement via la maîtrise des budgets publics, l'emploi et les salaires varie selon les Etats-Membres. D'où la rivalité entre les Etats-membres crée un risque de rupture de l'unité du marché unique. Le protectionnisme est interdit par le Traité, mais qu'en sera-t-il en cas d'infractions massives ? L'eurozone elle-même est dorénavant exposée au risque de défaut souverain ou à la déflation structurelle chez certains Etats si le taux d'intérêt et le taux de change communs sont trop élevés pour eux.

L'UE est au milieu du gué : le marché est largement unifié, mais les structures de production restent insuffisamment intégrées ; elle est surtout trop peu intégrée au niveau politique comme si l'on pouvait indéfiniment séparer politique et économique. La seule réponse est davantage d'intégration politique. Mais cette réponse institutionnelle – inéluctable – ne fournit pas à elle seule une réponse aux périls du moment et qui naissent du surendettement public qui tantôt se substitue, tantôt s'ajoute au surendettement des ménages. Le désendettement public est en soi un processus déflationniste, sauf à l'accélérer par l'inflation. L'UE est ainsi entre Charybde et Scylla : déflation subie ou inflation choisie, avec chaque fois des conséquences sérieuses pour la distribution des revenus. Dans le scénario de déflation, ce seraient les travailleurs qui souffriraient du chômage. Dans celui de l'inflation ce seraient les rentiers, mais aussi les retraités qui verraient leur patrimoine et leur pouvoir d'achat amputés.

Certes la solution vertueuse de long terme est la croissance via la productivité, tandis que la solution désespérée serait le défaut souverain des Etats sur leur dette avec des conséquences graves sur le secteur financier et sur les ménages titulaires de la dette publique. Mais la solution vertueuse prendra du temps et le défaut a des conséquences trop graves sur le système et sur l'unité de l'UE pour être envisagé sérieusement.

Conclusion : inscrire l'égalité dans le projet européen

Quelles voies de solution l'UE peut-elle apporter au problème de l'aggravation des inégalités?

J'en vois trois.

La priorité est en définitive d'abord le combat politique : faire prévaloir en Europe une éthique égalitaire, inscrite dans l'histoire de notre civilisation, sur la dynamique inégalitaire inhérente au capitalisme de marché. Ce combat peut-il être gagné ? La volonté politique peut-elle l'emporter sur la logique des structures économiques ? Pour cela il faudrait constituer des coalitions politiques plus amples et plus robustes fédérées par un principe fort pour contrer l'émiettement de l'offre politique face à l'emprise néolibérale. Ce principe fort est précisément l'idéal égalitaire de justice et de liberté et qui plonge ses racines d'abord dans la doctrine du christianisme, qui consacre l'égalité de tous les hommes en dignité, ensuite dans celle des Lumières qui donne à l'égalité et à la liberté un contenu politique et enfin dans celle des luttes ouvrières des XIXe et XXe siècles qui leur confèrent une réalité sociale. La liberté effective pour les plus pauvres est, dans nos sociétés démocratiques, la garantie de la liberté pour tous.

Ensuite, il faut renforcer l'Europe pour la mettre en position d'agir à la source des inégalités :

- promouvoir une société de la connaissance où le savoir serait à la fois plus avancé et mieux partagé ;
- réduire la vulnérabilité de nos emplois à la dépréciation du dollar et du renminbi qui lui est rattaché, en renforçant le poids politique de l'eurozone ;

- mettre un terme à la dérégulation financière qui a permis à la finance de sortir de son lit ;
- en finir avec la concurrence fiscale qui joue à l'avantage du capital contre le travail ;
- revoir la gouvernance des entreprises qui assure la dictature de l'actionnariat zappeur aux dépens de la communauté d'intérêts qu'est l'entreprise.

Bien sûr ces mesures sont difficiles à prendre, compte tenu des contraintes instituées d'une part par l'unanimité au sein du Conseil européen et d'autre part par le besoin de nouvelles modifications du Traité. Mais le thème de l'équité en Europe justifie que ces difficultés soient abordées et débattues pour aboutir à des solutions politiques et institutionnelles à la mesure des enjeux véritables.

Enfin, il faut mettre en œuvre effectivement le cinquième objectif de la Stratégie 2020. Réduire de 25%, soit 20 millions de personnes, le nombre d'Européens qui vivent sous le seuil de pauvreté est un objectif à la fois insuffisant mais, s'il est pris au sérieux, beaucoup plus ambitieux qu'il n'y paraît, compte tenu de la pesanteur du fait de pauvreté dans nos sociétés. Il sera d'autant plus difficile à atteindre qu'il passe nécessairement par l'emploi. Or après une décennie de croissance sans création d'emplois, peut-on concevoir des créations d'emplois sans croissance ou avec une croissance très faible ? C'est un pari extrêmement osé. Mais si l'on entend vraiment lutter contre la pauvreté, il faudra inventer de nouvelles formes d'activités éventuellement hors marché, liées aux nouveaux besoins de l'environnement ou des services aux personnes. Il va falloir expérimenter des formules d'emplois partagés et d'emplois assistés.

Mais se posera alors la question cruciale de leur financement. La solidarité passe donc à la fois par l'emploi et par l'impôt. L'UE pourrait envisager de transférer par l'impôt progressif une partie accrue du patrimoine des 0,01% les plus riches exclusivement vers les plus pauvres pour du logement, des crèches d'éveil, des emplois de proximité et de la qualification professionnelle. Toutefois, il faut aussi et surtout, au-delà de la décennie difficile dans laquelle la crise financière a fait entrer l'Europe, apercevoir tout le potentiel de croissance que comporterait l'intégration

sociale de vingt millions de personnes pauvres, pour le développement de l'UE dans son ensemble. Egalité et croissance peuvent converger. C'est affaire de volonté politique.

Un progrès sur le cinquième objectif de la Stratégie 2020 marquerait une rupture avec la dérive inégalitaire des trois dernières décennies. Il dirait quelque chose de la possibilité d'un sursaut de la conscience européenne. Il rendrait du sens à l'entreprise d'intégration. Il renforcerait le potentiel de l'UE. Une Europe qui affirmerait la pertinence de l'idéal égalitaire saperait à sa base l'égoïsme suicidaire des Etats, la plus sérieuse menace pour son unité.

Pierre Defraigne

Executive Director, *Madariaga – College of Europe Foundation*

Article original publié par ATD - Quart Monde, avril 2010



Madariaga – College of Europe Foundation

14, Avenue de la Joyeuse Entree
B-1040, Brussels
Belgium

Tel: + 32 2 209 62 10

Fax: + 32 2 209 62 11

Email: info@madariaga.org
www.madariaga.org